

**Résumé de la Conférence faite le 18 octobre 2001 par Pierre Audigier
sur la mise en valeur du potentiel énergétique de la Caspienne.**

Pierre AUDIGIER a consacré la majeure partie de sa carrière au secteur de l'énergie. Diplômé de l'Ecole Polytechnique et des Mines de Paris, il débute sa carrière au Ministère de l'Industrie. Deux ans avant le choc pétrolier de 1973, il devient le Directeur de la Mission Scientifique de l'Ambassade de France à Washington. De retour à Paris, il est nommé adjoint du Secrétaire Général de Comité Interministériel à la Sécurité Nucléaire. En 1980, il rejoint le Secrétariat Général de la Défense Nationale où il est Directeur pour les Affaires Economiques. Enfin, depuis 1991, Pierre AUDIGIER est Ingénieur Conseil. Il travaille notamment pour me compte de la Commission Européenne dans le domaine de l'Energie en Europe centrale et dans les pays de l'ex URSS.

1. Les pays et leurs ressources

A l'intersection du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Asie, les pays riverains de la Mer Caspienne produisent aujourd'hui près de 100 millions de tonnes de pétrole par an. Cette production devrait doubler d'ici 2010. Cet important potentiel énergétique est l'une des sources des conflits et tensions qui agitent cette région : les différents pays frontaliers et les compagnies pétrolières s'y affrontent guidés par leurs intérêts économiques et stratégiques.

Quels sont ces pays et quelles sont leurs ressources?

Le principal producteur de pétrole et de gaz de la région, (la Russie ne produit pas encore), et le plus prometteur en terme de ressources, est le **Kazakhstan**. Ce pays au Nord-Est de la Mer

Caspienne a produit 693 000 bl/jour de pétrole en 2000. Les trois grands gisements identifiés à ce jour sont les suivants :

?? Karachaganak : ce gisement produit du gaz humide, d'où on sépare des condensats (pétrole léger) qui se valorisent bien;

?? Tengiz : ce gisement assure une production de pétrole d'environ 200 000 bl/jour avec pour objectif d'atteindre à terme 600 000 bl/jour; Tengiz a attiré des investisseurs tels que Chevron qui a créé une joint-venture avec plusieurs autres compagnies internationales locale, « Tengizchevroil ». Plus de 10 milliards de dollars ont été investis dans ce projet;

?? Kashagan - un gisement off shore - représenterait un des plus gros gisements (un « super géant ») au monde; les études d'exploration/production sont encore en cours afin d'en déterminer le potentiel; AGIP en est le pilote, mais TotalElfFina possède plus du quart du capital.

Le **Turkménistan** possède des ressources considérables en gaz, surtout à l'est du pays. Il produit également du gaz et du pétrole, on- et off-shore dans l'ouest.. Le problème de l'eau y est, tout comme en Ouzbékistan voisin tout à fait stratégique, alors que les "châteaux d'eau" de la région se trouvent au **Tadjikistan** et au **Kirghizistan**. Ce qui ne fait qu'ajouter aux instabilités de la région.

L'Iran dispose de ressources considérables dans le Sud du pays mais la majorité de la population réside dans le nord. D'où le développement d'accord *swap* le Turkménistan voisin.

L'Ouzbékistan n'a pas d'accès direct à la Mer Caspienne et est doublement enclavé. Ce pays produit actuellement juste suffisamment de pétrole et de gaz pour ses propres besoins, alors que sa population , de 27 millions d'habitants aujourd'hui, continue à croître rapidement.

L'Azerbaïdjan produisait à lui seul environ 70 % du total de la production de pétrole de l'ex-URSS pendant la deuxième guerre mondiale.. Ce pourcentage n'était plus que de 2% au début

des années 90. Une des raisons est que, pour des raisons stratégiques, l'URSS avait privilégié la Sibérie occidentale. La production de pétrole d'Azerbaïdjan est remontée à 280 000 bl/jour après un creux à 180 000 bl/jour en 1997. La plus grosse part provient de gisements off-shore situés dans les eaux profondes de la Mer Caspienne, opérés en partie par le consortium AIOC dans lequel BP est opérateur.

Notons également qu'avec la découverte récente du gisement (géant) de Shah Deniz, l'Azerbaïdjan va devenir un gros exportateur de gaz. Toujours BP mais avec une présence de TotalElfFina à hauteur de 10 %.

La Géorgie et l'Arménie sont deux pays très pauvres qui ne possèdent aucune ressource pétrolière importante; le premier est déjà pays de transit pour le pétrole de Bakou tandis que l'Arménie, pourtant très placée sur le plan géographique, est exclue du jeu du fait du conflit du Nagorno-Karabakh.

La **Russie**. Il faut la mentionner ici bien qu'elle ne produise pas encore d'hydrocarbures Caspien si ce n'est dans la région d'Astrakan et cela depuis plusieurs décennies. Elle s'implique de plus en plus dans la région (son *near abroad*) . Elle voit par ailleurs sa situation économique confortée par la récente hausse des prix mondiaux du pétrole. Rappelons que la Russie a produit 6,71 millions de bl/jour en 2000, alors que sa production était inférieure à 6 millions en 1998. Les ressources sont estimées entre 49 et 55 milliards de barils, mais la pérennité de ses activités d'exploration/production passe avant tout par l'arrivée de capitaux, qui font cruellement défaut aujourd'hui.

2. Le statut de la Mer Caspienne.

Le statut juridique de la Caspienne reste un grave sujet de discordes entre les pays riverains, la question étant de savoir s'il s'agit d'une mer ou d'un lac. En effet, en droit international, l'utilisation des ressources d'un lac ne peut se décider qu'à l'unanimité des pays riverains, alors

que, s'agissant d'une mer, chaque riverain se voit attribuer, de par l'application de règles plus ou moins compliquées, des zones dont il est libre d'exploiter les ressources à sa convenance.. Chacun de ces pays milite ainsi pour la théorie juridique qui correspond à ses intérêts et ces intérêts changent avec la localisation des nouvelles découvertes. A titre d'exemple, la Russie s'est mise à défendre le statut de mer lorsqu'elle a découvert des gisements dans son off shore proche tandis que l'Iran, dans l'offshore proche duquel on a encore rien trouvé, milite pour le statut de lac. Le résultat est que la situation est aujourd'hui bloquée.



3. Le transport de l'énergie

L'exportation de ces ressources vers les marchés solvables posent des problèmes non moins redoutables.



La carte ci-dessus présente les réseaux d'oléoducs et de gazoducs à travers cette région. Pourtant, il ne faut pas trop se fier à elle, car il est difficile d'apprécier sur une carte la qualité réelle des réseaux, qui ont en moyenne plus de trente ans d'existence.

Pour le gaz, les principaux gisements appartiennent au Turkménistan. Les pressions des Russes sont énormes pour que ce gaz soit acheminé vers les marchés occidentaux à travers le réseau de Gazprom. En effet, tout autre cas de figure conduirait à un manque à gagner

considérable pour cette société russe. On comprend alors pourquoi, les Russes se sont toujours farouchement opposés aux autres projets de transport de gaz de la partie occidentale du Turkménistan. Car, il a existé ou il existe plusieurs projets :

?? Le projet Unocal qui visait à exporter ce gaz vers l'Océan Indien via l'Afghanistan; les Etats-Unis voyaient là une diversification des voies d'exportation du gaz turkmène; ce projet a été abandonné en 1996 mais devrait logiquement refaire surface.

?? Un projet tourné vers l'Europe Occidentale (le TGCP) prévoyait de faire passer ce gaz sous la Mer Caspienne et de le faire arriver en Turquie via la Géorgie; la Russie, en arguant de la défense de l'environnement, a réussi à faire avorter ce projet. Il faut dire aussi qu'il coûtait cher. Mais le tronçon Bakou-Turquie reste d'actualité pour l'exportation du gaz Azéri de Shah Deniz

?? Le Blue Stream, dont la construction a commencé dans le courant de l'été 2000 reliera la Russie à Ankara en passant sous la Mer Noire. Les Russes, associés à l'ENI italienne, garderaient le contrôle, toujours à travers le réseau de Gazprom, des exportations du gaz turkmène vers la Turquie.

Concernant le transport du pétrole, les Russes détiennent également des cartes maîtresses, à savoir : la géographie et le réseau existant :

?? Le CPC. Cet oléoduc, long de 1500 kms, relie le champ Kazakh de Tengiz à la Mer Noire. Il a représenté un investissement de plus de 2 milliards de dollars. Sa capacité maximale s'élève à 65 millions de tonnes. Le pétrole peut ensuite être transporté par bateaux via le Bosphore. Mais la Turquie s'émue du trafic grandissant de pétroliers dans le Bosphore et de l'impact environnemental éventuel. Il sera toujours possible de contourner le Bosphore par un oléoduc

Bulgarie-Grèce, mais à un certain coût qui viendra s'ajouter aux autres alors que, d'ores et déjà, le pétrole de Tengiz est considéré comme un pétrole cher.

?? Les Américains ont également lancé un projet pour livrer le pétrole vers Ceyhan, au Sud-est de la Turquie, au fond de l'ancien golfe d'Alexandrette. Ce projet, qui connaît des hauts et des bas, nécessiterait un investissement de 3 milliards de dollars.

?? Un autre projet, orienté Nord Sud, viserait à longer la côte est de la Caspienne et à traverser l'Iran. Total a réalisé une première ébauche pour le gouvernement Kazakh. Les Américains restent à l'écart d'un tel projet, car l'Iran demeure une "rogue country".

4. Le rôle de l'Union Européenne.

Les Européens ont lancé un programme d'assistance technique, INOGATE, visant à aider les pays de la Caspienne à définir une politique énergétique commune. Par ailleurs, ils ont établi une Charte Européenne de l'Energie qui définit le cadre juridique permettant à ces pays de recevoir les investissements occidentaux nécessaires à leur développement. Mais l'essentiel du problème subsiste, car les intérêts de l'Union et ceux de l'acteur majeur de la région, la Russie, ne sont pas identiques. En effet, alors que l'Union Européenne souhaite diversifier ses voies d'approvisionnement en Hydrocarbures de la Caspienne, la Russie souhaite demeurer l'acteur incontournable et ne pas perdre sa position dominante .

Conférence animée par Christian MAILLARD (N63).

Propos recueillis et rédigés par Eric PELTIER (P85) et Edouard-William MAUREL (N94).